L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. — Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 2 MARS 1861.

G. F. WEISSE — N. DUFOUR — E. DUVERGER — S. HARRY — } Editeurs-Propriétaires

Nouvelle-Orléans, SAMEDI MATIN 2 MARS.

☞ Voir la seconde page, pour :
Le Feuilleton.
Le Bulletin Commercial.
Le Marché aux Bestiaux.
Le Mouvement du Port.

Abonnés à la Semaine.

Les porteurs de l'Abeille sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" raison de 25 cents pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par J. E. Walton, à la Bourse St Charles - Trois lots de terre à McDonoghville.

Par J. Neville, à la Bourse St Louis—Propriétés dans le 2de district (Succession Eschmann).

Par D. E. Murphy, au magasin de John I. Adams & Co. 45 Vieille Levée—Cannonerge, sir, bougies, &c.

Aussi, au No. 47 rue des Magasins—Articles divers.

Par C. E. Fosdick, en face de la Bourse St Louis—Une paire de chevaux. Aussi, à la Bourse St Louis—Trois esclaves.

Par Vincent & Co, No. 29 Domine—Marchandises sèches, claies en dépêches, &c., vendues.

Par E. Roger & Co. 45 et 47 Vieille Levée — Chaussures.

Par P. J. Spear, à l'Hôtel St Louis—3 terrains, rue St Philippe. Aussi—Propriété rue St Philippe. Aussi Propriété rue Ste Anne.

Par le Shérif, à l'Hôtel de la Cité, rue de la Commune à huit—Propriétés de valeur situées dans le Troisième District.

Par D. E. Murphy à midi et demi, sur la Levée, au pied de la rue Lafayette—Foin.

Le service des postes.

Le Congrès des Etats Confédérés a Montgomery vient d'adopter, le 21 février, un acte relatif au règlement des affaires postales de la Confédération. Nous n'en donnerons pas une traduction complète parce que le texte contient des longueurs et des répétitions et nous nous contenterons d'en faire l'analyse.

A partir de l'époque qui sera indiquée par le Directeur général des Postes dans une proclamation, le tarif postal suivant sera mis en vigueur. Pour chaque lettre simple, à destination d'un lieu situé dans les limites des Etats Confédérés à une distance qui n'excèdera pas cinq cent milles, le postage sera de cinq cents, et pour toute distance qui dépassera cinq cent milles, de dix cents. On considérera comme simple toute lettre dont le poids ne dépassera pas une demie once; et on ajoutera un droit simple par chaque demie once ou fraction de poids moindre. Les paquets contenant autre chose que de la matière imprimée ou écrite et les envois d'argent seront soumis à un tarif double de ce lui des lettres et dans la même proportion par rapport à leur poids. Les lettres déposées dans un bureau pour être distribuées seront taxées à raison de deux cents. Pour toutes ces quantons vous devons d'indiquer l'affranchissement est de rigueur, et il s'opérera à l'aide de timbres postes que le Administration des Postes enverra pour les bureaux. Une taxe extra de deux cents sera payée pour chaque lettre qui aura été publiée sur la liste des lettres non réclamées.

Le tarif des journaux, dont le poids ne dépassera pas trois onces, envoyés du bureau de publication à des abonnés sera comme suit : pour un journal hebdomadaire dans les limites de l'Etat on il est publié 6 1/2 cents par trimestre, pour un journal semi-hebdomadaire le double, pour un journal tri-hebdomadaire le triple et pour un journal quotidien 25 cents par trimestre. La taxe sera double pour les journaux envoyés hors de l'Etat. Le postage des journaux et publications périodiques sera payable d'avance tous les trimestres par les abonnés. Les journaux et les publications qui seront envoyés séparément devront être affranchis à raison de 2 cents pour trois onces et de 2 cents par chaque once ou fraction d'once en sus. Les livres reliés ou non reliés qui ne pèseront pas plus de quatre livres pourront être envoyés par la poste et seront affranchis à raison de 2 cents par once pour toute distance. Les échanges entre journaux seront considérés à être franc de port.

Le droit de franchise est restreint aux communications échangées entre les maîtres de postes pour leur service. Les autres dispositions de la loi sont relatives aux timbres-postes, au service, aux pénalités encourues par les fraudes etc. La dernière section porte que le Directeur général des postes est autorisé à prendre les arrangements nécessaires pour le transport des malles entre les territoires de la République et ceux des autres gouvernements, sous le contrôle du Président jusqu'à ce que des traités postaux soient conclus.

Le comité qui a présenté la loi recommande dans son rapport de maintenir en vigueur les contrats existant pour le transport des malles et de les renouveler aussitôt que possible. Il déclare que le gouvernement accepte les engagements résultant de ces contrats à partir du 5 février 1861. En attendant la conclusion des traités postaux, il pense que les compagnies d'express pourront servir d'auxiliaires au service des postes dans il faudra alors que les lettres soient affranchies avec des timbres des deux gouvernements.

Quand aux raisons qui ont porté le comité à élever le tarif des lettres, elles sont basées sur ce fait que dans les ex Etats confédérés les dépenses du service des postes excèdent les recettes. C'est excédant a été pour l'année dernière de $1,600,586 et vous comment on espère combler ce déficit par l'élévation du tarif uniquement pressure dans les recettes de $677,874,81 par l'adoption de *Taxe bid system* dans l'adjudication des contrats économie de $619,932 par la suppression de la franchise contre qu'un rapport tant que $306,344, par le changement de certaines malles impédiaires en malles très hebdomadaires $206,344 par la suppression de petits bureaux de poste $40,000 — ce qui donne un total égal au déficit de $1,600,586,81.

Comme nous l'avons dit en commençant, cet acte ne sera mis en vigueur qu'a partir d'une époque qui sera indiquée dans une proclamation du directeur général des postes. Les commissaires envoyés à Washington auront à conclure et conclure un traité postal avec le gouvernement des Etats Unis ou, si cela ne peut intervenir, d'après la reconnaissance de l'indépendance des Etats confédérés, de pourvoir aux conditions d'une convention provisoire pour la continuation du service dans l'intérêt des deux sections. Il est également important que les communications postales avec l'Europe soient garanties contre toute interruption.

* * *

Craintes d'une collision au Texas — Nous avons déjà annoncé l'occupation de Brazos par les troupes du Texas. Par le *Galveston Civilian* de mercredi, nous apprenons que le capitaine Hill qui commande les troupes des Etats Unis au fort Brown, a refusé d'évacuer sa position. On n'avait pas encore reçu l'ordre écrit du général Twiggs en vertu de la capitulation, mais quelques officiers des Etats Unis ont déclaré qu'ils n'obéiraient pas à cet ordre. Le capitaine Hill a demandé 200 hommes de renfort des casernes Ringgold, et il menace d'attaquer les volontaires texans et de reprendre le poste de 12 canons. Les Texans fortifiaient leurs positions.

Le Civil devait repartir de Galveston avec une compagnie de la ville, une de Houston, une de Liberty et une du comté Fort Bend. On croit que la présence de ces renforts suffira pour éviter l'effusion du sang.

Incendie a Hollidayville — La maison de cœur à Hollidayville, Géorgie, a brûlé le 24 février à 1 heure, avec les archives. On attribue ce sinistre à la malveillance.

Emprunt de 10 millions — L'emprunt de 10 millions de dollars par le Gouvernement fédéral a été adjugé samedi dernier. Les soumissions s'élevaient à la somme totale de $1,000,000. Toutes celles qui offraient 98 et le centième sont les seules qui aient été plus haut à cet 98. La ville de New York a obtenu la plus grande part de l'emprunt.

Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* :

Don Joaquin F. Pacheco, ministre d'Espagne près du gouvernement mexicain, et dont la chute de Miramon a contribué à la retraite Lerdo, qui a pu jusqu'à présent, est arrivé à New York, à bord du vapeur de guerre *Vélasco*.

Le président Miramon, dit-on, avait au moment de l'arrivée du bordeau bâtiment, est resté à la Havane.

* * *

La fête de M. Lincoln — Une dépêche spéciale adressée au *Times* de New York publiée même qu'il n'est les causes de la fugue de M. Lincoln.

"Jeudi soir, après qu'il fut couché, M. Lincoln fut reveillé et informé qu'un étranger demandait à le voir pour affaire de vie et de mort. Il fut sous de le recevoir à moins que l'étranger ne donne son nom. Le quel ce dernier lui sut bientôt. Il était où Ce nom était d'une telle autorité, que M. Lincoln crut le devoir, sans même prendre le temps de s'habiller. La conversation qui eut lieu ensuite le fait qu'une bande organisée d'individus avait déterminé que M. Lincoln ne serait point inauguré, et qu'il ne serait jamais vivant de Baltimore.

"La liste des noms des conjurés présentait le déplorable le plus étonnant de personnes haut placées dans la confiance du Nord, et dont quelques unes sont responsables de la sécurité du pays. Des hommes d'Etat avaient conçu le plan, des banquiers l'avaient adopté, et des travailleurs devaient l'exécuter. M. Lincoln devait quitter Harrisburg ce matin samedi, à 9 heures, par un train spécial, et le plan était de prétexter les wagons hors des rails au bas de quelque talus rapide où les conjurés, qui en auraient tous ceux qui s'y trouvaient. En cas d'exécution du projet, on devait entourer la voiture dans le fracas d'un incendie et à l'un, à Baltimore, et assassiner M. Lincoln par le poignard ou par le pistolet.

"La source d'où provenait cette information était si authentique que M. Lincoln après avoir pris connaissance de ses aveux dut adopter des mesures pour déjouer les plans de ses ennemis. Le dernier conseil secret se tint à 8 heures. Le président ne voulait pas céder, et le colonel Sumner pleurait d'indignation, mais Mme Lincoln appuyée par M. Judd et la personne qui avait rédigé le compte rendu insista tellement qu'il fut cédé. M. Lincoln partait par un train spécial. Il quoique une escorte de cavalerie et une longue escorte militaire qui le rendait tout à fait inaccompagnable.

Si le *Times* avait pris à tâche de ridiculiser son président, il n'aurait pu inventer rien de plus ridicule que ces mêmes heurtons.

Dépêches Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Washington, 1er mars — L'ex-gouverneur Chase, de l'Ohio, a été nommé secrétaire du trésor par M. Lincoln. Le secrétaire de la guerre a été offert à M. Cameron de la Pennsylvanie.

L'honorable John Bell a autorisé ses amis de démentir le bruit qu'il avait reçu l'offre d'un poste dans le cabinet de Lincoln. Une pareille nomination ne s'accorderait ni avec ses vues ni avec ses sentiments.

Le président a approuvé et signé le bill pour organiser le nouveau territoire du Colorado. Le bill ne parle pas de l'esclavage. Le nouveau territoire comprend les mines d'or du pic Pike.

La correspondance reçue au département de la guerre indique que le général Houston a contribué à engager le général Twiggs à rendre les positions fédérales au Texas aux autorités de l'Etat.

Le major Anderson écrit au département de la guerre qu'il n'a pas été malade. Il dit qu'il peut balayer toute la pointe Cummings en un moment.

La cour d'enquête a ordonné la tenue d'une cour martiale pour examiner la reddition du chantier de marine de Pensacola par le major Armstrong.

Le steamer de guerre — est revenu à l'escadre du Pacifique après une recherche infructueuse du sloop Levant qu'on croit perdu. Le Wyoming n'est pas revenu.

Les stocks des Etats Unis ont baissé hier de 4 1/2 (?).

M. Sidell a télégraphié à sa famille de rester à Washington. On suppose qu'il ira à Paris comme ministre des Etats Confédérés.

Charleston, 1er mars—On a lancé lundi la batterie flottante. On attend à cinque instant les canons Dahlgren. Tous les soldats en congé ont reçu l'ordre de revenir mercredi.

Richmond, 1er mars — L'ex président Tyler et M. Seldon, ex commissaires à la conférence de paix, sont arrivés ici hier soir, on leur a donné une sérénade. M. Tyler a dit que le Sud n'avait rien à attendre des républicains. La sécession gagne tous les jours du terrain.

Norfolk, 1er mars — Le lieutenant Martin, du corte *Dobbin*, a donné sa démission et ira au Sud offrir ses services.

Louisville, 1er mars—M. Stevenson, président du chemin de fer du Pacifique, a convoqué les actionnaires à Louisville pour le 14 et à la Nouvelle Orléans pour le 25 mars, pour affaires importantes. Il assistera aux deux réunions.

Si Louis, 1er mars. — La Convention s'est réunie et s'est ajournée à demain. Les nouvelles de l'ajournement de la conférence de la paix et du passage de la proposition Corwin ont produit un effet encourageant.

Raleigh, 1er mars—Dans cette ville les candidats unionistes ont mille voix de majorité. La majorité contre la tenue d'une convention d'Etat est très forte.

Wilmington, 1er mars—Les candidats de la sécession ont obtenu mille voix de majorité.

Congrès du Sud.

Montgomery, 1er mars — La session du Congrès a été secrète aujourd'hui.

Le Congrès a confirmé la nomination de C. T. Beauregard, de la Louisiane, comme brigadier-general de l'armée provisoire.

Congrès fédéral.

Washington, 1er mars — Pendant la séance de la Chambre, aujourd'hui, on a mis sur la rédition des esclaves fugitifs a été adopte par 92 contre 52.

Plusieurs essais infructueux ont été faits pour la prise en considération des délibérations du Congrès de paix.

Au Sénat, le rapport du comité de conférence de paix et les propositions Crittenden ont été repoussés ensemble, ainsi que les rapports de la chambre sur le même sujet. M. Seward a présenté une résolution comme substitut.

M Hunter a proposé que le dernier article de la proposition de paix, et l'inscription de la première résolution Crittenden.

M. Seward a déclaré que, conformément de M. Hunter changeait le caractère de la proposition.

Après un débat très long, M. Clark a engagé les Etats-Unis, et Fout, a déclaré ce matin qu'il vient de recevoir Emerson, que ce matin un bateau de pare, la propriété de McLellan & Allen, a été enlevé du trottoir en face de son magasin et retrouvé en possession de Lawrence et Mary Finnegan, dans leur maison, rue Tchoupitoulas. L'affaire sera examinée le 19 courant.

Charles Miller a été envoyé devant la cour criminelle pour s'être approprié une paire de bottes appartenant à F. M. Dunn, rue des Remparts.

Amende et la toilette.—L'amour du luxe a conduit Mary Curran dans de sérieuses difficultés. Elle s'est approprié une pièce de bardage, de la valeur de $30, appartenant à MM. Marou, frères & Cie, encadrés des rues Barracks et Foydras. Faute de sécurité elle attendra en prison l'examen du recorder Emerson, qui aura lieu le 19 courant.

Pendu—Un homme s'est pendu dans la rue Lafayette, près la rue du Cirque. Une femme entendit des gémissements à 7 heures 1/2 P. M. et appela quelque homme qui coupérent la corde. Le pendu fut conduit à l'hôpital, mais on n'espère pas le sauver.

Jas Daley a été trouvé dans la rue Debord, à 11 P. M. Il avait été frappé à la tête par des personnes inconnues, et a été conduit à l'hôpital.

Prise—John Marshall a été arrêté hier soir par le lieutenant Hayes sous l'accusation de fraude. Il est accusé par Adam Nober d'avoir reçu 17 milles de coton et refusé d'en donner un reçu. L'affaire sera examinée ce matin par le recorder Emerson.

Accident.—Un jeune homme nommé Charles Wad a été renversé hier par le chemin de fer de Carollton et dangereusement blessé. Qu'il se soulait à sa maison, rue Erato, No 332, à peu près mourant. Il est probable que le coroner aura à faire une enquête sur cet accident.

Acquitté.—Eugène H. Levy, accusé d'homicide par le verdict du coroner, n'a pas été trouvé coupable par le grand jury, et en conséquence, décharge de sa caution par le juge Morgan.

Dans le cas de John Ferris, accusé de meurtre de Joseph Comiso (le soir du 27 janvier) dans la cuisinière No 1, rue Front Levée, entre les rues Common et Gravier, le grand jury a trouvé qu'il y avait lieu à poursuivre.

L'enfant prodigue retrouvé—Il y a quelques semaines Mme Seizenberger, qui demeure dans le de District, se plaignit à la police que son fils Paul lui avait dérobé une somme de $150 et demanda son arrestation; mais il lui fut révélé jusqu'à la nuit dernière. L'officier de police May parvint enfin à l'arrêter. Nous ignorons si l'on tuera le veau gras, ou réjouissons de son retour : c'est ce que le recorder, Adams, devant lequel il sera conduit demain, aura à décider.

Arrêté à tort—Casimir Calwich, employé au restaurant d'Arcadie, s'en retournant à la maison a été arrêté cette nuit, hier, trouvant un accordéon à la main. Il fut relâché par le Capitaine Carriere et demanda à son tour le droit, il retire, et fut pour cette raison conduit au poste où il a passé la nuit suivante "Arrêté par l'officier F. B. Carriere, pour avoir en sa possession un accordéon, et refusant de le lui laisser examiner." Un ami de plusieurs alors another l'affaire au recorder Blache, qui ordonna sa mise en liberté.

Coups—Un brutal nommé Martin Higgins, qui réside rue Delord, a été condamné à 25 de coups de fouet par le recorder Emerson, pour avoir battu sa femme.

Deux Chinois, un qui d'avoir vendu des lingeries aux esclaves, a été acquitté.

Coups de bâton.—A Coon a été arrêté hier soir, pour avoir frappé avec un bâton John Howard, a blessé du bâtonnet à vapeur *Sabrina*. Il sera examiné le 19 courant.

* * *

Membres des Etats-Unis — Le dernier volume de l'union vient d'être publié. Il contient les noms des membres du Congrès et des officiers civils et militaires des Etats-Unis, ainsi que des renseignements sur les Etats-Unis, les Territoires et le District fédéral. Le prix de ce volume est de $1,000 en or. Toutes celles qui offraient 98 et le centième sont les seules qui aient été plus haut à cet 98. La ville de New York a obtenu la plus grande part de l'emprunt.

Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* :

Don Joaquin F. Pacheco, ministre d'Espagne près du gouvernement mexicain, et dont la chute de Miramon a contribué à la retraite Lerdo, qui a pu jusqu'à présent, est arrivé à New York, à bord du vapeur de guerre *Vélasco*.

Le président Miramon, dit-on, en avait au moment de l'arrivée du bordeau bâtiment, est resté à la Havane.

* * *

La fête de M. Lincoln — Une dépêche spéciale adressée au *Times* de New York publiée même qu'il n'est les causes de la fugue de M. Lincoln.

"Jeudi soir, après qu'il fut couché, M. Lincoln fut reveillé et informé qu'un étranger demandait à le voir pour affaire de vie et de mort. Il fut sous de le recevoir à moins que l'étranger ne donne son nom. Le que ce dernier lui sut bientôt. Il était où Ce nom était d'une telle autorité, que M. Lincoln crut le devoir, sans même prendre le temps de s'habiller. La conversation qui eut lieu ensuite le fait qu'une bande organisée d'individus avait déterminé que M. Lincoln ne serait point inauguré, et qu'il ne serait jamais vivant de Baltimore.

"La liste des noms des conjurés présentait le déplorable le plus étonnant de personnes haut placées dans la confiance du Nord, et dont quelques unes sont responsables de la sécurité du pays. Des hommes d'Etat avaient conçu le plan, des banquiers l'avaient adopté, et des travailleurs devaient l'exécuter. M. Lincoln devait quitter Harrisburg ce matin samedi, à 9 heures, par un train spécial, et le plan était de prétexter les wagons hors des rails au bas de quelque talus rapide où les conjurés, qui en auraient tous ceux qui s'y trouvaient. En cas d'exécution du projet, on devait entourer la voiture dans le fracas d'un incendie et à l'un, à Baltimore, et assassiner M. Lincoln par le poignard ou par le pistolet.

"La source d'où provenait cette information était si authentique que M. Lincoln après avoir pris connaissance de ses aveux dut adopter des mesures pour déjouer les plans de ses ennemis. Le dernier conseil secret se tint à 8 heures. Le président ne voulait pas céder, et le colonel Sumner pleurait d'indignation, mais Mme Lincoln appuyée par M. Judd et la personne qui avait rédigé le compte rendu insista tellement qu'il fut cédé. M. Lincoln partait par un train spécial. Il quoique une escorte de cavalerie et une longue escorte militaire qui le rendait tout à fait inaccompagnable.

Si le *Times* avait pris à tâche de ridiculiser son président, il n'aurait pu inventer rien de plus ridicule que ces mêmes heurtons.

Théâtre de l'Opéra.

Bénéfice de M. Julian—Mlle Adelina Patti *dans le Pardon de Ploermel—Les Huguenots—Jerusalem.*

Nous ne croyons pas exagérer en émettant l'opinion que M. Julian est incontestablement le meilleur comédien qui ait jamais tenu ici l'emploi des jeunes premiers de drame et de vaudeville. A beaucoup de verve et d'intelligence il joint un physique heureux et une tenue excellente. Il a de l'élan, de la verve, de la passion, une sensibilité vraie, des accents sympathiques, en un mot, tout un ensemble de qualités qui deviennent de plus en plus rares au théâtre, et qui le possède à un degré fort élevé. Il a joué cet hiver *Les Pattes de Mouches, La Dame aux Camélias, Rédemption*, avec un talent bon ligne et un succès que personne n'a oublié. Le public ordinaire prouvera demain soir à M. Julian qu'il sait apprécier le vrai mérite, et il accourra en foule à la représentation des *Mousquetaires*.

Tout le monde connaît le beau roman d'Alexandre Dumas, dont ce drame est tiré. Athos, Porthos, Aramis et d'Artagnan sont des personnages connus de tout le monde, et leur histoire est populaire. On a fait aux douze tableaux de ce drame gigantesque les coupures nécessaires pour permettre aux spectateurs d'aller se coucher à une heure raisonnable. MM Julian, Choli, Buyat, Delamare, Bertran, Gervier, Melchisedech, Carrier, Mattei et Mmes Michelsbach, Richer et Saint Aage jouent les rôles principaux du drame.

Les habitués de l'Opéra, qui attendent depuis si longtemps la première représentation du *Pardon de Ploermel*, apprendront sans doute avec plaisir que cette charmante *pastorale* sera donnée samedi. Le seul Mlle Patti qui jouera le rôle qui devait être créé par Mme Faure et qui par l'indisposition prolongée de cette excellente chanteuse ne lui permet pas d'aborder en ce moment Artiste pleine de conscience et de zèle, Mme Faure chantera encore une fois ce soir le rôle de la Reine dans les *Huguenots*, pour ne pas faire manquer le spectacle, puis elle prendra un congé dans drame de jours afin de tacher de se remettre complètement d'une affection de la voix qui, nous l'espérons sincèrement, ne peut tardera à céder aux soins et au repos. Mme Faure a su se faire une trop belle place dans l'estime des habitues de l'Opéra pour que son absence momentanée de la scène ne soit pas très vivement regrettée de tous.

Avec *Les Huguenots* ce soir, *Les Mousquetaires* demain et *Le Pardon de Ploermel* lundi, on ne pourra pas dire que l'administration du théâtre s'endort sur les lauriers que lui ont déjà valus cette semaine le début de Mlle Patti dans le role de *Valentine* et le brillant succès obtenu jeudi soir par les artistes qui ont chanté l'opéra de *Jerusalem*. Le charme est enfin rompu, la foule est revenue au théâtre, et avec la foule, les applaudissements qui donnent du courage, de l'élan et de l'inspiration à tous les bons artistes, et dont le public avait jusqu'ici eu le tort de se montrer par trop avare à l'égard de beaucoup d'entr'eux.

* * *

Bal Masqué du Theatre d'Orleans — Nous rappelons à tous les amateurs de la chorégraphie *fantaisiste* et des *tulipes oraguses* et autres boleros cancaneuses qu'il y aura ce soir Bal Masqué au théâtre d'Orléans. Les Bacchanal les Rigolboche et les Rose Pompon de notre ville y donneront sans doute vendredi vous et s'y livreront à une foule d'exercices aussi gracieux que variés. Des mesures efficaces ont été prises pour que le bon ordre n'y soit pas troublé, et que excellent orchestre y agrémente les quadrilles les plus nouveaux et les plus délicieuses polkas. Avis donc aux amateurs.

CHRONIQUE LOCALE.

Cour Criminelle—*Sentences*—John Brown, 4 mois de prison. Il a frappé sa femme avec une bouteille dans la rue Roman et est resté en prévention depuis le 5 décembre.

Roger Murphy, assaut et batterie, 15 piastres d'amende ou 10 jours de prison.

John Scott, pour avoir volé $20 à Mme Agnès Hoter, 4 semaines d'emprisonnement.

James Duffy, assaut et batterie, $10 d'amende ou quatre jours de prison.

Propriété volée.—R. Allen, encaigneur des rues Erato et Front, a déclaré ce matin qu'il avait vu devant le recorder Emerson, que ce matin un baril de porc, la propriété de McLellan & Allen, a été enlevé du trottoir en face de son magasin et retrouvé en possession de Lawrence et Mary Finnegan, dans leur maison, rue Tchoupitoulas. L'affaire sera examinée le 19 courant.

Charles Miller a été envoyé devant la cour criminelle pour s'être approprié une paire de bottes appartenant à F. M. Dunn, rue des Remparts.

Amende et la toilette.—L'amour du luxe a conduit Mary Curran dans de sérieuses difficultés. Elle s'est approprié une pièce de bardage, de la valeur de $30, appartenant à MM. Marou, frères & Cie, encadrés des rues Barracks et Foydras. Faute de sécurité elle attendra en prison l'examen du recorder Emerson, qui aura lieu le 19 courant.

Pendu—Un homme s'est pendu dans la rue Lafayette, près la rue du Cirque. Une femme entendit des gémissements à 7 heures 1/2 P. M. et appela quelque homme qui coupèrent la corde. Le pendu fut conduit à l'hôpital, mais on n'espère pas le sauver.

Jas Daley a été trouvé dans la rue Debord, à 11 P. M. Il avait été frappé à la tête par des personnes inconnues, et a été conduit à l'hôpital.

Prise—John Marshall a été arrêté hier soir par le lieutenant Hayes sous l'accusation de fraude. Il est accusé par Adam Nober d'avoir reçu 17 milles de coton et refusé d'en donner un reçu. L'affaire sera examinée ce matin par le recorder Emerson.

Accident.—Un jeune homme nommé Charles Wad a été renversé hier par le chemin de fer de Carollton et dangereusement blessé. Qu'il se soulait à sa maison, rue Erato, No 332, à peu près mourant. Il est probable que le coroner aura à faire une enquête sur cet accident.

Acquitté.—Eugène H. Levy, accusé d'homicide par le verdict du coroner, n'a pas été trouvé coupable par le grand jury, et en conséquence, décharge de sa caution par le juge Morgan.

Dans le cas de John Ferris, accusé de meurtre de Joseph Comiso (le soir du 27 janvier) dans la cuisinière No 1, rue Front Levée, entre les rues Common et Gravier, le grand jury a trouvé qu'il y avait lieu à poursuivre.

L'enfant prodigue retrouvé—Il y a quelques semaines Mme Seizenberger, qui demeure dans le de District, se plaignit à la police que son fils Paul lui avait dérobé une somme de $150 et demanda son arrestation; mais il lui fut révélé jusqu'à la nuit dernière. L'officier de police May parvint enfin à l'arrêter. Nous ignorons si l'on tuera le veau gras, ou réjouissons de son retour : c'est ce que le recorder, Adams, devant lequel il sera conduit demain, aura à décider.

Arrêté à tort—Casimir Calwich, employé au restaurant d'Arcadie, s'en retournant à la maison a été arrêté cette nuit, hier, trouvant un accordéon à la main. Il fut relâché par le Capitaine Carriere et demanda à son tour le droit, il retire, et fut pour cette raison conduit au poste où il a passé la nuit suivante "Arrêté par l'officier F. B. Carriere, pour avoir en sa possession un accordéon, et refusant de le lui laisser examiner." Un ami de plusieurs alors another l'affaire au recorder Blache, qui ordonna sa mise en liberté.

Coups—Un brutal nommé Martin Higgins, qui réside rue Delord, a été condamné à 25 de coups de fouet par le recorder Emerson, pour avoir battu sa femme.

Deux Chinois, un qui d'avoir vendu des lingeries aux esclaves, a été acquitté.

Coups de bâton.—A Coon a été arrêté hier soir, pour avoir frappé avec un bâton John Howard, a blessé du bâtonnet à vapeur *Sabrina*. Il sera examiné le 19 courant.

* * *

Membres des Etats-Unis — Le dernier volume de l'union vient d'être publié. Il contient les noms des membres du Congrès et des officiers civils et militaires des Etats-Unis, ainsi que des renseignements sur les Etats-Unis, les Territoires et le District fédéral. Le prix de ce volume est de $1,000 en or. Toutes celles qui offraient 98 et le centième sont les seules qui aient été plus haut à cet 98. La ville de New York a obtenu la plus grande part de l'emprunt.

Législature de la Louisiane

Baton Rouge, 1er mars. M Philippe, du minis institution a fait un rapport sur un bill demandant l'abolition du conseil militaire et conférant le même pouvoir au gouverneur et à l'adjudant general.

Après un acte pour mettre plus sérieusement en pratique le système militaire de l'Etat. Les deux ont été déposés sur le bureau.

Il rapport favorablement sur la résolution ayant pour but de compléter l'Hôpital de l'Etat, et amène sur la lettre de M Osborne, de Brooklyn N. Y.

M. Bird a fait un rapport sur la vente des terres publiques qui sera mis à l'ordre du jour de mercredi prochain.

Un acte pour autoriser Baton Rouge à imposer une taxe additionnelle pour frais d'école, a été présenté.

M. Coleman a présenté un bill demandant une allocation pour améliorer la navigation de la rivière Tanesa.

Les bill relatif au pouvoir judiciaire a été adopté. Le bill relatif au salaire des commissaires d'écoles du Tennessee a été adopté avec l'amendement du Sénat, fixant le dit salaire à $600 au lieu de $400.

Le bill demandant l'incorporation du collége Jefferson dans la paroisse St Jacques, a été adopté.

M. Philippe a présenté un acte pour réduire le prix des terres nouvellement arpentées avec un bill créant une loi pour les vendre à l'encan après une notice de 90 jours. Possession pourra être prise à raison de 25 cents l'acre, de celles qui ne seront pas vendues.

Nouvelles de la Californie.

Fort Kearney, 1er mars — La malle du "Pony Express" est passée ici aujourd'hui avec des dates de San Francisco du 16 février.

L'Express apporte la nouvelle de la perte du bâtiment *Superior Dhi* dans la baie de Chesapeake.

Les affaires commerciales entre San Francisco et la campagne étaient plus animées, et les prix pour différentes articles, plus fermes.

Les nouvelles des Etats-Unis y sont sans importance. Les affaires sont bornées à Boundaies.

Marché de New-York.

New York, 1er mars — Le marché a coton a fermé lourd, avec des prix irréguliers, les ventes s'élèvent à 400 balles de 11 1/2 à 11 3/4 pour middling uplands — Flour, les marchés a fermé prenant 5,000 barils de $5 10 à $5 15 pour la superfine — Ventes de maïs, 29,000 boisseaux, de 60 à 62 cts — Pork, les marchés a $17 25 pour mess — Melasse, 200 barils de la Nouvelle Orléans de 34 à 36 cts le gallon.

New York, 1er mars — Le steamer *Edinburgh*, parti de Liverpool le 15 février, et de Queenstown le 16, est arrivé ici aujourd'hui. Les nouvelles qu'il apporte sont ultérieures à celles déjà reçues.

Nouvelles de la rivière.—Louisville, 1er mars — La rivière est maintenant avec 8 pieds 6 pouces dans le canal à la marque.

* * *

Politique française en Italie.—Le *Moniteur* français publie un long exposé de la situation de l'empire. La partie de ce travail relative à l'Italie contient un historique des événements et se termine par la conclusion suivante :

Dans cette extrémité, le gouvernement de l'empereur ne pouvait plus que témoigner au roi Victor Emanuel l'intérêt que lui inspirait ce jeune souverain, victime d'un système politique qu'il n'a pas consenti à modifier à temps, mais dont il n'était pas l'auteur. Sa majesté lui a donné une marque éclatante, en lui accordant la protection du pavillon français devant Gaëte, aussi longtemps qu'elle n'a pu le faire sans s'exposer à un préjugé fondamental de sa politique à l'égard de l'Italie.

Le gouvernement de l'empereur a eu de fréquentes occasions de s'entretenir avec les grands hommes politiques de la Péninsule, et il a toujours fait avec sincérité ce que lui dictait la ligne de sa conduite lui rendait facile. L'entrevue des empereurs d'Autriche et de Russie et celle de l'empereur d'Autriche et du Prince, mit la France dans le cas de s'en expliquer de nouveau.

Les événements de l'Italie méridionale avaient ému les cabinets du continent, et profondément affecté des atteintes portées aux droits des princes; et les menaces d'une attaque prochaine en Vénétie avaient plus particulièrement encore fixé leur attention. Il importait de faire cette conjoncture, à la cour d'Autriche de se rendre compte des dispositions des puissances, et ce est dans cette pensée qu'il a avait provoqué la réunion des souverains à Varsovie.

La Russe nous ayant fait connaître que son désir était de pouvoir préparer dans cette occasion une entente générale entre les grandes cours, en repoussant d'avance toute idée d'une entente particulière en dehors de la France, le gouvernement de Sa Majesté n'hésita point à exposer sa pensée tout entière. Ses principes en matière de non intervention demeurant invariables, et l'éventualité d'une agression du Piémont en Vénétie lui paraissant la seule hypothèse dans laquelle on pût raisonner avec utilité; mais, afin de faciliter les efforts de la Russie pour dissiper les défiances, il était prêt à faire connaître la conduite qu'il se proposait de tenir, dans le cas où une semblable hypothèse viendrait à se réaliser.

Cette déclaration, formulée dans un *memorandum* remis au cabinet de Pétersbourg, est entièrement conforme à la politique suivie par le gouvernement impérial depuis l'annexion de l'Italie centrale au Piémont. La France, redevenue entièrement libre, a repoussé toute solidarité dans les envahissements du gouvernement sarde. C'est à ses risques et périls que le Piémont s'est engagé dans cette série d'entreprises qui ont étendu sa souveraineté jusqu'à Naples et à Palerme; et si, cédant aux passions qui cherchent à l'y entraîner malgré les conseils de l'Europe entière, il prenait l'initiative d'une agression contre l'Autriche, évènement qui ne saurait être considéré comme un acte de guerre de la France, il ne pourrait plus espérer son appui. Nous ne prendrons point part aux hostilités entre l'Autriche et l'Italie, et nous nous bornerons à sauvegarder les avantages que l'empereur et la France peuvent considérer comme leur œuvre, et que notre armée a payés de son sang, c'est à dire les résultats de la paix de Villafranca.

La déclaration du gouvernement de l'empereur, communiquée aux deux autres souverains qui y étaient rendus à Varsovie, a fait l'objet de leurs délibérations. La modération de nos vues, dans l'éventualité d'une guerre provoquée par le Piémont, de même que l'évidence de cette détermination que nous avons présentée sur les dangers d'une intervention étrangère, ont été appréciées. Les cabinets eussent désiré, à la vérité, que les idées exprimées dans la déclaration qu'ils